

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10187>

Renseignement intérieur : l'organigramme "secret-défense" est sur Wikipédia



- Renseignement - France -
Date de mise en ligne : vendredi 13 mars 2009

Spyworld Actu

L'encyclopédie participative Wikipédia serait-elle parvenue à repousser les limites du secret-défense ? La question se pose à la lecture de la page consacrée à la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), née de la fusion de la DST et d'une partie des RG. Plutôt bien documenté, le texte mis gratuitement en ligne sur Internet, le 13 septembre 2007, lors de l'annonce de la création de ce "FBI à la française" par la ministre de l'intérieur, Michèle Alliot-Marie, puis modifié à 500 reprises jusque récemment, s'affranchit de toutes contraintes en la matière.

Il expose les missions de la DCRI (contre-espionnage, lutte contre le terrorisme...), son budget - 41 millions d'euros -, et détaille précisément ses effectifs (3 600 fonctionnaires, près de 3 000 policiers habilités secret-défense, 175 commissaires dont le nombre devrait "se limiter à 152", etc.). Mais surtout, la page DCRI décrit avec précision l'organisation des services de renseignement placés sous l'autorité de son directeur, Bernard Squarcini, et de ses deux adjoints, et composés de huit sous-directions - protection économique, terrorisme, technologies du renseignement, subversion violente, administration générale, supports, contre-espionnage, affaires internationales -, en leur accolant, à chaque fois, le nom d'un responsable.

Or depuis sa naissance, la DCRI n'a eu de cesse d'étendre son anonymat en évoquant la classification secret-défense. Ses documents, son fichier Cristina, son organigramme y sont soumis. Rompre le "secret" peut coûter cher : jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende, si l'on porte à la connaissance du public, ou d'une personne non qualifiée, un élément classifié.

Dans le cas présent, si tous les noms des commissaires-chefs de direction cités sont aisément repérables individuellement sur Google, pour leur carrière passée dans la police, personne, jusqu'ici, n'avait encore publié la liste complète de la maison... L'audacieux serait un Nantais, bénévole, comme tous les contributeurs de Wikipédia. Mais curieusement, l'organigramme cité ne fait état d'aucune source, à la différence d'autres chapitres.

Au siège de la DCRI, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), on préfère, après réflexion, relativiser en évoquant des noms "déjà parus dans le Journal officiel". "C'est le minimum communicable", avance-t-on à la direction. Contacté, un "wikimédien", chargé de communication, a confirmé que la DCRI n'avait initié aucune démarche contre l'encyclopédie du net. Mais inutile de lui demander un organigramme. On vous répondra toujours secret-défense.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/societe/artic...>